

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1690 - 4 juin 1992 - 7 F

D 1690 BRÉSIL: NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE ET "APARTHEID SOCIAL"

Le 29 janvier 1992, le Brésil signait un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) suite à l'acceptation par ce dernier de la "lettre d'intention" du gouvernement brésilien. L'ajustement de l'économie nationale aux marchés internationaux, vainement tenté à plusieurs reprises dans les années passées (cf. DIAL D 1201, 1311, 1410 et 1459), est cette fois relancé de façon plus systématique sur la base du tryptique "libéralisation, dérégulation et privatisation", pour un assainissement en termes macro-économiques (cf. DIAL D 1410). La situation déjà tragique des milieux populaires (cf. DIAL D 1449 et 1587) ne fait que s'aggraver suite à la récession actuelle avec ses séquelles principales que sont le chômage et la baisse du pouvoir d'achat. Selon les données récentes de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), quelque 70 millions de Brésiliens - soit la moitié environ de la population - sont atteints de dénutrition; sur 62 millions de "population économiquement active", 24 millions seulement sont déclarés et jouissent des droits afférents.

C'est pour alerter l'opinion publique sur le renforcement de cette sorte d'"apartheid social" dans la société brésilienne, que la commission sociale de l'épiscopat national vient de publier, le 23 avril 1992, le document que nous publions ci-après dans sa quasi totalité. L'intérêt de cette déclaration est son insistance sur le coût social des mesures macro-économiques: la pauvreté de masse, surtout si elle est en augmentation, est l'obstacle majeur à la paix sociale et à la tranquillité publique. En ce sens, le document de l'épiscopat brésilien rejoint les réflexions de la Banque mondiale sur la nécessaire intégration économique des masses pauvres (cf. DIAL D 1650).

Note DIAL

L'ACCORD AVEC LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL: UN AJUSTEMENT SANS DÉMOCRATIE

Introduction: Comment le peuple "vit-il" la récession?

1. Dans les années 80, la décennie perdue, le peuple a lutté pour une meilleure qualité de la vie par le biais des organisations syndicales, des revendications salariales, de la défense des droits, de la mobilisation populaire face à la nouvelle Constitution, etc. Aujourd'hui, la crise des années 80 s'est aggravée. La lutte pour une meilleure qualité de la vie est passée en arrière-plan. Aujourd'hui c'est la lutte pour la survie qui est la priorité. Le nouveau plan économique du gouvernement, les accords passés avec le Fonds monétaire international (FMI), avec le Club de Paris et les banques étrangères font du Brésil un pays réduit puisqu'il exclut la majorité de la population. Le coût de cette politique d'"ajustement structurel" est la récession qui élimine de la vie sociale les chômeurs, les personnes âgées, les enfants... Comment le peuple fait-il pour ne pas mourir?

2. Le nombre des travailleurs saisonniers augmente. Ils sont contraints de travailler à plusieurs plantations, ce qui se traduit par une augmentation des migrants par famille. Le séjour dans les communautés d'origine est de plus en plus court. Ce sont les femmes et les enfants qui doivent s'occuper du lopin de terre. Cela vient s'ajouter à un blocage du revenu familial.

3. Les migrants qui rêvaient d'une vie meilleure dans les nouvelles zones agricoles - la "frontière agricole" - sont interdits de petites formes de production. Expulsés, ils rentrent chez eux. C'est la migration dite de retour. La désillusion est alors ce qui définit le mieux la situation de ces travailleurs et de leurs familles à qui il ne reste plus qu'à tenter leur chance comme journaliers précaires, chercheurs d'or... ou à devenir des nomades perpétuels.

4. Dans les grandes villes, le chômage augmente le nombre des "autonomes" et les difficultés de logement. Au centre de São Paulo, trois millions de personnes "se cachent" dans des courées. Les revenus ne suivent pas le réajustement des loyers et des taxes pour les locataires. D'où les impayés d'eau et d'électricité, puis les expulsions. Des familles entières se retrouvent à la rue.

5 La classe des travailleurs se désagrège et n'entrevoit aucun avenir. Parallèlement à l'augmentation du chômage et la perte de pouvoir d'achat on voit revenir la politique de réduction des horaires et de la mise en chômage technique. Le nombre des chômeurs à São Paulo est passé de 850.000 en janvier à 980.000 en février. 2.600 ouvriers viennent d'être licenciés la deuxième semaine de mars dans cette même région industrielle. Ce même mois a vu la fermeture de l'usine de moteurs Ford, les licenciements massifs à la Brastemp et à la Cofap. Dans le climat actuel de récession brutale, ces licenciements ne laissent guère d'espoir de nouvel emploi. D'où la recherche, de plus en plus évidente dans les rues, d'expédients et de petits métiers pour survivre. Le travail clandestin augmente jusque dans les usines. A la campagne, il en est de même pour le travail esclavagiste et semi-esclavagiste. Le chômage est à l'origine d'une violence accrue, en particulier chez les jeunes. Le trafic de drogue est en augmentation dans ces mêmes milieux. La prostitution des femmes et des fillettes est l'ultime recours pour une proportion grandissante de la population.

6. Les signes les plus cruels de la récession sont la faim et la dénutrition du peuple, les mauvaises conditions sanitaires et la réapparition de maladies endémiques. L'absence de programmes de santé et la détérioration des services de santé existants servent d'argument pour une privatisation de la sécurité sociale et de la santé.

7. Il n'en reste pas moins que le peuple continue de lutter pour sa survie soit par le "marché informel" soit par la marginalité. Des associations, des conseils de quartiers, des mouvements écologiques, des groupes de médecine préventive et alternative, de femmes, de Noirs, de sans-terre ou de défense des droits de l'homme font obstacle à la désagrégation sociale. De nouvelles formes de vie sociale et politique se cherchent, mais elles sont fragiles et vulnérables aux pratiques de récupération par l'Etat, aux intérêts de groupe et aux tentations de solutions magiques.

8. Cette réflexion n'a nullement pour but de prendre le contrepied du nouveau modèle économique mis en place par le gouvernement Collor. Elle n'entend pas non plus entamer une discussion sur les mesures d'ajustement économique pour savoir si elles vont ou non réussir, comme si l'échec pouvait être pire. La question posée est celle-ci: **quel est le projet de société mis en place et sur quels critères?** Il importe, méthodologiquement parlant, de se libérer de l'économicisme dominant pour relativiser les "objectifs économiques" par rapport aux autres composantes de la vie humaine et sociale. Une réflexion anthropologique et éthique est indispensable pour limiter et dépasser la logique marchande, prédominante dans la société voire même dans des secteurs significatifs de l'Eglise. Une telle logique se solde soit par une confiance totale au modèle économique soit par un chantage à la catastrophe

1. Caractéristiques du "nouveau modèle économique"

9. L'échec des politiques de "choc" et des politiques dites "conjoncturelles" de stabilisation a fait la preuve de leur faible degré d'efficacité par rapport à leurs objectifs. Cela a conduit l'actuelle équipe économique à préférer les "ajustements structurels", c'est-à-dire un ensemble de mesures articulées permettant de parvenir graduellement à un nouveau modèle de croissance économique. Il s'agit d'une réorganisation de l'économie sur la base de recettes d'inspiration conservatrice néo-libérale dont les mots d'ordre sont "libéralisation", "dérégulation" et "privatisation".

1) Objectifs du "nouveau modèle économique"

10. Les objectifs, mécanismes et finalités de ce programme font la matière de la "Lettre d'intention au FMI" et du "Mémoire technique d'accord" transmis au FMI. (...)

2) Mesures prévues pour le "nouveau modèle économique" (...)

3) Finalités du "nouveau modèle économique" (...)

4) Politiques - clés du "nouveau modèle économique"

a - Politique monétaire restrictive (...)

b - Ajustement du secteur public (...)

c - Ouverture à l'extérieur (...)

5) Perspectives de dollarisation (...)

2. Le Programme d'ajustement structurel et ses croyances

31. Dans l'analyse faite jusqu'ici du nouveau modèle de développement économique nous découvrons un **système de croyances** sur lequel repose le Programme d'ajustement et de changement structurels. Le dictionnaire brésilien Aurélio définit la **croyance** comme une *"forme d'assentiment qui est objectivement insuffisante, tout en s'imposant subjectivement avec une grande évidence"*. Voici une description rapide des deux **croyances** fondamentales de ce système.

1) Une confiance absolue en la croissance économique

32. La première **croyance** qui sous-tend le Programme d'ajustement et de changement structurels du FMI, est qu'une économie dynamique et en croissance peut apporter à la société la satisfaction de ses besoins. On croit que la reprise de la croissance économique se solde automatiquement par le progrès social.

33. Ce n'est pas vrai. L'histoire économique du Brésil montre clairement que plus l'économie grandit plus elle devient inégalitaire. Des enquêtes économiques récentes sur la répartition des revenus au Brésil font apparaître l'inexistence de tout lien entre la croissance économique et une augmentation ou une diminution systématiques de l'inégalité des revenus. Au contraire on constate que l'inégalité a plus de chances d'augmenter quand la croissance économique est rapide.

34. Cela veut-il dire que nous ne serions pas d'accord avec les faibles taux annuels de croissance (1) qui sont prévus par le programme du FMI pour la période 1992-1994?

35. La question n'est pas là. L'important est de relever le caractère spécieux de l'affirmation que la crise brésilienne sera réglée par la reprise de la croissance économique. La crise brésilienne relève du **type** de croissance économique. Ce qui veut dire: reprendre la croissance économique, certes oui, mais pour répondre aux besoins de quelles classes sociales et de quelles couches de la population?

36. C'est là une question d'éthique fondamentale qu'il est impossible d'éluder. Quel est l'ordre des priorités dans la satisfaction des besoins? A quel coût humain

cette satisfaction est-elle faite? Enfin et surtout, vers quels objectifs doit tendre l'effort productif de la société?

37. Par ailleurs, vu que la production de biens utilise les ressources disponibles, très souvent non renouvelables ou renouvelables à très long terme, quelle doit être la priorité dans la satisfaction des besoins d'aujourd'hui en fonction des besoins des générations à venir?

38. Le Programme d'ajustement et de changement structurels, avec sa proposition d'intégration à tout prix du pays au capital international, empêche de subordonner l'économie à des objectifs sociaux.

2) Une confiance absolue en la liberté de marché et en un minimum d'Etat

39. La seconde croyance est qu'une économie de marché totale est seule capable de sortir le pays de la misère et du sous-développement, grâce à la modernisation et à l'intégration au commerce international. Il n'y a aucune issue en dehors de cette économie de marché. Le marché autorégulé est par lui-même générateur de justice et d'équité.

40. Que signifie le marché comme système d'autorégulation? Cela signifie que ceux qui ne sont pas capables de s'y intégrer en sont expulsés. Ce système décide de celui qui est ou n'est pas un acteur économique. Il se constitue sur la base de l'expulsion et de l'exclusion. Ne survivent, en vertu de la loi naturelle, que les plus forts.

41. La croyance dans le mécanisme de marché autorégulé et la confiance illimitée dans ses résultats universellement bénéfiques, allant jusqu'à dispenser de toute intention consciente, sont telles que les sacrifices en vies humaines constituent un moindre mal, inévitable et nécessaire, face aux promesses de bienfaits à venir.

42. Il ne s'agit pas de refuser le marché comme institution importante dans l'organisation de la vie économique. Il est nécessaire et fondamental pour la structuration sociale et économique. Le marché, oui, mais en fonction de priorités d'ordre social. Le mécanisme du marché doit être contesté en tant que loi métaphysique de l'histoire. Une loi qui tue et qui est tendanciellement totalitaire.

43. Pour que le marché joue en fonction de priorités d'ordre social, il faut créer un ordre au-dessus du marché. Un ordre politique dont le contenu éthique détermine et oriente le marché.

44. L'intervention sur le marché s'avère donc nécessaire. Elle est déterminante pour garantir à tous le droit au travail, la distribution des revenus et la reproduction de la nature. Refuser toute intervention politique et démocratique c'est faire du marché un système totalitaire.

3. Le Programme d'ajustement et de changement structurel et l'économie brésilienne

1) Caractéristiques de l'économie brésilienne

45. Les mesures d'ajustement et de changement structurels énoncées plus haut sont constitutives de la proposition (devrions-nous dire l'imposition?) du FMI à tous les pays du tiers-monde. On prêche l'austérité aux miséreux. Un traitement rigoureux que, chez eux, les pays riches n'accepteraient jamais vraiment.

46. Il faut cependant noter que l'économie brésilienne a certaines caractéristiques qui la différencient du tiers-monde, à commencer par ses dimensions comparables aux économies des pays avancés.

47. Malgré la récession, le pays dispose toujours d'une importante infrastructure en matière de transports, de communications, d'énergie, etc., qui est, qu'on le veuille ou non, le résultat de l'intervention de l'Etat dont on prétend aujourd'hui minimiser le rôle.

48. Les exportations dépassent de loin et depuis longtemps les importations. Plus encore, à l'inverse des pays latino-américains cités en exemple pour leur bonne application des thèses du FMI, le Brésil exporte surtout des biens manufacturés ou semi-manufacturés, ce qui le place dans la partie la plus dynamique du commerce international.

49. Le Brésil est un pays qui, à la rigueur, n'est pas dépendant du commerce international, du moins structurellement: il est aujourd'hui, avec les Etats-Unis et le Japon, un des rares cas où le secteur extérieur représente moins de 10% de son économie.

50. Le Brésil dispose finalement d'un énorme potentiel économique qui lui donne la possibilité d'agréger au marché intérieur une grande partie de la population qui en est aujourd'hui exclue.

51. Comment mieux intégrer cette population exclue: voilà le grand défi. L'avancée sociale est à la fois et en même temps finalité et moyen.

52. Or, la pensée néo-libérale omet le rôle historiquement joué par l'Etat dans la construction - dans les pays avancés - d'une société de "bien-être social".

2) Le rôle de l'Etat

53. Ce rôle est encore plus déterminant dans des pays comme le Brésil où les institutions et les idées ayant trait à la justice sociale sont extrêmement fragiles. Qu'il suffise de rappeler l'existence, aujourd'hui encore, du travail esclavagiste en rural.

54. Sans la présence de l'Etat, les rapports entre patrons et ouvriers tendraient à se déséquilibrer davantage encore dans le sens de la précarité et de l'arbitraire qui sont aujourd'hui le lot de la majorité des travailleurs du secteur dit informel.

55. Ces considérations ne sont aucunement synonymes d'aval donné à la forme actuelle de l'Etat brésilien, dont l'enflure et l'inefficacité sont indiscutables. Nous ne devons pas oublier qu'un tel Etat est l'oeuvre des élites du pays. C'est donc à celles-ci qu'il faut faire porter la responsabilité de son échec actuel.

56. Les structures et les idées fragiles relatives à la justice sociale dans notre pays sont le résultat de conflits sociaux et des concessions de type populiste faites par les élites et qui ont peu apporté aux pauvres. Nous sommes certainement loin de ce qui serait nécessaire. Et rien n'indique que les "forces du marché" auraient mieux réussi. Au contraire, car elles sont vides de toute politique sociale et tiennent pour lettre morte les conquêtes sociales inscrites dans la nouvelle Constitution.

3) Le contrôle démocratique de l'Etat

57. La voie la plus indiquée va dans une autre direction, celle de l'augmentation du contrôle démocratique sur tout ce qui est du domaine public ou, plus exactement, sur tous les aspects qui permettent l'application de politiques sociales tant dans le secteur nationalisé que dans le secteur privé. S'il y avait un tel contrôle démocratique, nous pourrions repenser la répartition des tâches entre la gestion d'Etat et la gestion privée.

58. Nous en sommes loin. Le Parlement n'édicte aucune règle de limitation des manipulations au niveau des gouverneurs et des chefs d'entreprise, et la justice ne punit pas les coupables qui appartiennent à l'élite sociale. De leur côté, les

organisations de la société civile perdent difficilement l'habitude de bénéficier des générosités d'un Etat-providence.

59. Pendant la dictature, le contrôle démocratique faisait l'objet de la répression parce qu'il était considéré comme une subversion. Sous la Nouvelle République (2), il a été neutralisé de façon plus subtile par le biais, d'une part, d'un néo-populisme et, d'autre part, d'une véritable désinformation. C'est en vertu de celle-ci que, par toute une série de mécanismes mis en place par des technocrates, d'importantes données sur la vie économique et sociale de la nation ne parviennent pas à la connaissance de l'opinion publique.

60. Un certain nombre de personnes et d'institutions font malheureusement preuve d'omission devant cette absence de débat public. Sans la légitimité que pourrait seule leur conférer une défense claire du contrôle démocratique du domaine public, ces personnes et ces institutions risquent d'apparaître bien cyniques quand elles parlent de recherche d'un "consensus national". En effet, comment y parvenir quand le FMI est le seul interlocuteur et contrôleur du gouvernement?

61. Si le Programme d'ajustement et de changement structurel élaboré en dehors de toute participation populaire est couronné de succès, nous aurons selon toutes probabilités une société un peu plus duale, avec des gens très riches aux côtés de gens très pauvres, avec quelques entreprises transnationalisées et de nombreuses autres en ruines, avec un Etat réduit à la portion congrue et quasiment privatisé face à des masses sans aucune possibilité de participation institutionnelle.

62. Si le nouvel accord aboutit au même échec que les précédents, nous nous trouverons devant une crise encore plus grande.

63. Dans un cas comme dans l'autre, la justice dans les rapports sociaux de notre pays se devra d'attendre des temps meilleurs.

4. Perspectives

64. Il n'est pas de notre ressort de présenter des projets et des programmes. Nous indiquons cependant quelques chemins possibles, disposés que nous sommes à nous battre pour cela. Il est important que tous, du simple citoyen à l'élu politique chargé de veiller au bien commun, dépassent le stade du découragement et du doute. Nous devons joindre nos forces en vue d'un grand mouvement social capable de transformer ce pays au bénéfice de tous les Brésiliens.

1) Elargissement du marché intérieur

65. A l'encontre de la propagande officielle, la logique nous enseigne qu'une politique qui appauvrit la majorité d'une société donnée ne peut prétendre restaurer la prospérité et la compétitivité du pays dans le reste du monde. Aucune société ne peut satisfaire les besoins de ses membres sans améliorer la qualité de ce qu'elle produit et sans distribuer équitablement les biens matériels et culturels. Cette avancée ne se produit que lorsque toute la population peut avoir de plus en plus accès aux biens dont elle a besoin pour améliorer ses conditions d'existence.

66. Dans le cas brésilien, on peut y parvenir sans se fermer pour autant aux autres pays. Cela doit se faire grâce à des transformations structurelles, comme la réforme agraire, pour donner du travail à tous avec des salaires vrais et dignes. Il faut distribuer le revenu pour diminuer la concentration de la richesse socialement produite à la seule disposition d'une minorité privilégiée, et pour augmenter de la sorte la capacité de consommation de la majorité des gens.

67. Cette activation de l'économie et de la vie culturelle de la population, ce qui n'intéresse guère le capitalisme financier et qui est donc condamné par les technocrates du FMI au Brésil et ailleurs, pourrait même faciliter le règlement de notre dette extérieure.

2) Pratique concrète de la démocratie

68. Il est nécessaire et urgent d'encourager toute initiative concrète de pratique démocratique et de formation politique pour la suppression de l'apartheid social que le Programme d'ajustement et de changement structurels du FMI ne fait qu'accroître.

69. Il est inacceptable que plus de la moitié de la population soit condamnée à l'exclusion et à la mort. Nous ne pouvons accepter d'être réduits à n'être que les éternels appendices des pays riches.

70. Pour relever ces défis il faut développer les pratiques partout et à tous les niveaux de la société. Tous les citoyens ont le droit d'apprendre la participation et la décision, en luttant pour la satisfaction de leurs besoins et la concrétisation progressive de leurs droits. Cela peut se faire à travers des initiatives collectives, communautaires, ecclésiastiques, associatives, coopératives ou politiques (de parti)... C'est en agissant qu'on apprend à se libérer de la domination de ceux qui ont l'habitude de décider sans consulter personne, si ce n'est leurs propres amis.

71. Que le pays suive le Programme du FMI, cela est aussi de notre responsabilité, de celle de tous les citoyens. Il serait possible d'empêcher l'action du gouvernement grâce à l'organisation et à la mobilisation de la société, qui affirmerait ainsi son pouvoir de contrôle sur les gouvernements et sur l'Etat comme tel.

72. Une grande responsabilité incombe également au Congrès national quant aux destinées du pays. Il est urgent que les représentants du peuple élaborent un projet politique répondant aux besoins des citoyens, pour s'opposer de la sorte à la mise en oeuvre de programmes qui portent atteinte à la vie du pays et à la souveraineté nationale. En fait, le Congrès est loin du pays réel et il semble peu décidé à prendre ses responsabilités. C'est à nous, citoyens, qu'il appartient de nous organiser pour contrôler le Congrès national et lui demander des comptes.

73. La responsabilité du pouvoir judiciaire n'est pas moindre. Elle a pour devoir de veiller au respect des droits de tous les citoyens en les protégeant contre toutes formes d'abus de pouvoir. Comment les juges pourraient-ils avoir la conscience tranquille quand, dans la réalité, la majorité de la population n'a même pas la garantie du droit élémentaire à la survie? Sans pour autant entretenir un mythe générateur de dépendance, il est urgent de mobiliser les citoyens pour exiger du pouvoir judiciaire qu'il défende réellement les droits concrets de tous les Brésiliens.

74. Nous aurons cette année à élire les conseillers municipaux et les maires de nos communes. C'est une bonne occasion d'approfondir notre formation civique par l'exercice de la démocratie directe au niveau des agglomérations, en élisant des personnes capables d'une pratique politique novatrice faite de consultation et de participation de la population locale pour l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes d'action. En agissant de la sorte, nous renouvellerons les bases sur lesquelles s'appuyer pour pouvoir transformer la société et édifier le pays que les Brésiliens veulent pour eux-mêmes et pour les générations à venir.

Brasília, le 23 avril 1992

(1) 3% de croissance prévue en 1992, et 4% en 1993 (NdT).
(2) A l'époque du président Sarney (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)